

Viktor Orbán, Premier ministre hongrois et nouveau visage de l'Ennemi selon Washington

par F. William Engdahl

Le refus du Premier ministre Viktor Orbán et de son parti dirigeant, Fidesz, de se joindre à la nouvelle Guerre froide menée contre la Russie par les États-Unis et l'Europe — d'abord en acceptant la traversée de son territoire par le gazoduc paneuropéen South Stream, mais aussi à travers sa politique cinglante contre les banques et compagnies énergétiques étrangères — a déclenché toutes les alarmes dans les capitales occidentales. Pour F. William Engdahl, la question qu'il faut désormais poser est la suivante : la Hongrie sera-t-elle la prochaine cible d'une tentative de changement de régime financée par les USA et l'Union européenne ?

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | FRANCFORT (ALLEMAGNE) | 26 NOVEMBRE 2014

ITALIANO ENGLISH DEUTSCH ČEŠTINA PORTUGUÊS



Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères (à gauche), et Viktor Orbán, Premier ministre hongrois (à droite), lors d'une

rencontre à Budapest.

© RIA Novosti/Eduard Pesov

Depuis quelque temps, la Hongrie et son Premier ministre populiste et nationaliste Viktor Orbán sont dans la ligne de mire des élites politiciennes de Washington. Quel péché a donc commis M. Orbán ? Ne pas avoir courbé l'échine sous les diktats souvent destructeurs de la Commission européenne ; et chercher à définir une identité nationale hongroise. Mais le plus grave de ses péchés est son rapprochement croissant avec la Russie et sa méfiance envers Washington, matérialisés par un accord conclu avec Gazprom pour laisser passer par la Hongrie le gazoduc *South Stream*, qui doit relier la Russie à l'Union européenne.

Orbán lui-même a parcouru un long chemin politique depuis 1998, année où il devint Premier ministre de Hongrie, l'un des deux plus jeunes que ce pays ait élus à cette fonction. À cette époque, il avait supervisé, malgré l'opposition de la Russie, l'entrée de la Hongrie dans l'Otan — en même temps que la Pologne et la République tchèque — et dans l'Union européenne. Durant ce mandat de Premier ministre effectué en des temps où l'économie de l'UE était beaucoup plus prospère qu'aujourd'hui, Orbán réduisit les impôts, abolit les droits d'inscription à l'université pour les étudiants qualifiés, augmenta les allocations maternelles et attira l'industrie allemande avec une main-d'œuvre hongroise bon marché. L'un de ses « conseillers » états-uniens était James Denton, lié à Freedom House, une ONG de Washington impliquée dans les révolutions colorées [1]. Orbán était alors le chouchou des néoconservateurs de Washington. En 2001, il reçut le « prix de la Liberté » de l'American Enterprise Institute [2], un groupement néoconservateur [3].

Pourtant, en 2010, après avoir passé six ans dans l'opposition, Orbán fit son retour, doté cette fois d'une majorité retentissante par l'intermédiaire du Parti hongrois d'union civique (connu sous le nom abrégé de Fidesz). Dans les faits, Fidesz disposait d'une majorité de 68 % au Parlement, ce qui lui assurait tous les votes nécessaires pour modifier la Constitution et adopter de nouvelles lois, ce dont il ne se priva pas. Ironiquement, dans une logique typique de paille et de poutre, l'administration Obama et le

Parlement européen lui reprochèrent d'avoir doté Fidesz d'un pouvoir excessif. Orbán fut accusé par Daniel Cohn-Bendit et les Verts européens de prendre pour modèle le Venezuela du président Hugo Chávez [4]. Le moins qu'on puisse dire est qu'il ne respectait pas le cahier des charges bruxellois à l'usage des hommes politiques européens obéissants. Dans l'Union européenne, on se mit à diaboliser Fidesz et Orbán, faisant passer le premier pour la version hongroise du parti Russie unie et le second pour le Poutine magyar. C'était en 2012.

Et maintenant, la situation devient réellement préoccupante pour les atlantistes et l'UE, car Orbán vient de passer outre aux exigences européennes d'interrompre la construction du grand gazoduc russe *South Stream*.



Le projet du gazoduc russe *South Stream*, destiné à acheminer le gaz naturel russe jusqu'en Europe par la mer Noire.

Le gazoduc russe *South Stream* et le gazoduc germano-russe *Nord Stream* garantiraient à l'Union européenne un approvisionnement en gaz tout en contournant le conflit en Ukraine, ce à quoi Washington s'oppose farouchement, pour des raisons évidentes.

En janvier 2014, le gouvernement de M. Orbán a annoncé un accord financier de 10 milliards d'euros avec la Société nationale russe d'énergie nucléaire pour rénover l'unique centrale nucléaire de Hongrie, située à Paks. Conçue selon la technologie russe, cette centrale avait été construite sous l'ère soviétique [5].

Cette annonce éveilla l'attention de Washington. Il en fut de même à l'été 2014, lorsque Orbán critiqua les États-Unis, observant qu'ils avaient échoué à résoudre la crise financière

mondiale qu'ils avaient eux-mêmes provoquée par le truchement de leurs banques. Il fit à cette occasion l'éloge de la Chine, de la Turquie et de la Russie, qu'il considérait comme des modèles plus positifs. En des termes assez proches de ceux que j'ai souvent employés, il déclara que les démocraties occidentales « risquent, dans les prochaines décennies, de se révéler incapables de conserver leur compétitivité, et paraissent vouées au déclin à moins qu'elles ne parviennent à se transformer profondément » [6].

Non content de cela, Orbán est parvenu à libérer la Hongrie de plusieurs décennies d'une catastrophique mise sous tutelle par le Fonds monétaire international. En août 2013, le ministre hongrois de l'Économie déclara qu'il avait réussi, au moyen d'une « politique budgétaire disciplinée », à rembourser les 2,2 milliards d'euros que le pays devait au FMI. Finies les privatisations forcées et les conditionnalités exorbitantes exigées par le FMI ! Le président de la Banque centrale hongroise exigea alors du FMI la fermeture de tous ses bureaux à Budapest. En outre, et comme l'avait aussi fait l'Islande, le Procureur général de Hongrie assigna en justice les trois Premiers ministres des gouvernements précédents en raison du niveau criminel d'endettement dans lequel ils avaient plongé la nation. C'était un précédent qui ne manqua pas de provoquer des sueurs froides dans quelques capitales, à Washington ou à Wall Street [7].

Mais l'alarme la plus retentissante fut sonnée pour de bon lorsque Orbán et son parti Fidesz, en même temps que leurs voisins autrichiens, donnèrent le feu vert à la construction du gazoduc russe *South Stream* sans se soucier des protestations de l'Union européenne, qui avançait que ce projet était contraire à ses lois. *Es lebe die österreichisch-ungarische Energiemonarchie !* (Vive la monarchie énergétique austro-hongroise ! »), proclama Orbán lors d'une rencontre avec Horst Seehofer, ministre-président de Bavière, le 6 novembre à Munich [8].

Il n'en fallait pas plus pour que les élites états-uniennes déclenchent immédiatement l'alerte. Le *New York Times*, soutien très zélé de l'establishment, fit passer en « une » un éditorial intitulé « Le glissement dangereux de la Hongrie ». « Le

gouvernement du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, y déclarait-on, dérape vers l'autoritarisme et défie les valeurs fondamentales de l'Union européenne — et tout le monde le laisse faire. »

En ces termes, le *Times* révélait la véritable raison de cette panique à Washington et à Wall Street : « Encore une fois, la Hongrie a témoigné de son mépris pour l'Union européenne en faisant passer, lundi dernier, une loi autorisant la traversée du territoire hongrois par le gazoduc russe *South Stream*. Cette nouvelle loi est une violation flagrante de l'ordre donné en septembre dernier par l'Union européenne à tous ses États membres de refuser la construction de *South Stream*, ainsi que des sanctions économiques imposées par l'Union européenne et les États-Unis contre la Russie à la suite des actions de ce pays en Ukraine. Au lieu de protester du bout des lèvres contre ces mesures antidémocratiques, l'Union européenne ferait mieux d'ordonner elle aussi des sanctions contre la Hongrie. Et Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, devrait user de son pouvoir pour obliger M. Navracsics à démissionner » [9].] Tibor Navracsics vient d'être nommé à Bruxelles commissaire européen à l'Éducation, à la Culture, à la Jeunesse et aux Sports, fonction dont on cherche en vain le rapport avec les gazoducs.

Et maintenant, nous pouvons nous attendre à voir le National Endowment for Democracy [10] et les ONG de service soutenues par les États-Unis trouver une bonne excuse pour organiser des manifestations de masse contre Fidesz et Orbán afin de punir ceux-ci de leur crime impardonnable : chercher à délivrer la Hongrie de la situation démente qu'ont créée les États-Unis en Ukraine.

F. William Engdahl

Traduction
Sophie Brissaud

Source
Kopp (Allemagne)

[1] « **Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan** », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 7 septembre 2004.

[2] "**Orbán Address at Receiving Freedom Award**", American Enterprise Institute, 1er mai 2001.

- [3] « L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche », *Réseau Voltaire*, 21 juin 2004.
- [4] "Hongrie : Daniel Cohn-Bendit compare Viktor Orban à Chavez et Castro", RTBF.be, 18 janvier 2011.
- [5] "Strange Bedfellows : Hungary Leans Toward Russia", Brent Ranalli, *The Globalist*, 10 mars 2014.
- [6] "Prime Minister Viktor Orbán's Speech at the 25th Bálványos Summer Free University and Student Camp", Site internet du gouvernement hongrois, 30 juillet 2014.
- [7] "Hungary Sheds Bankers' Shackles", Ronald L. Ray, AFP, 23 août 2013.
- [8] "Seehofer receives controversial Hungarian State Chief", *Britan Today*, 6 novembre 2014.
- [9] "Hungary's Dangerous Slide", Équipe éditoriale, *The New York Times*, 5 novembre 2014.
- [10] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, *Odnako* (Russie), *Réseau Voltaire*, 6 octobre 2010.

Source : « Viktor Orbán, Premier ministre hongrois et nouveau visage de l'Ennemi selon Washington », par F. William Engdahl, Traduction Sophie Brissaud, Kopp (Allemagne), *Réseau Voltaire*, 26 novembre 2014, www.voltairenet.org/article186045.html